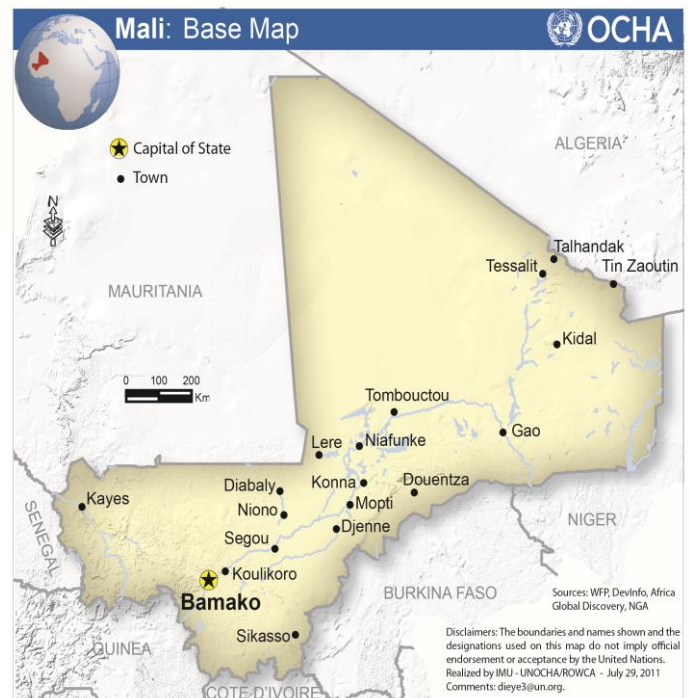




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec des partenaires humanitaires. Il a été publié par le bureau OCHA-Mali et couvre la période du 27 février au 15 mars 2013. Le prochain rapport sera publié le, ou aux alentours du 27 mars 2013.

Faits saillants

- Malgré l'amélioration de l'accès humanitaire, l'insécurité au nord du pays reste un défi. Des actes de violence ciblant des civils continuent d'être rapportés. Le 7 mars, quatre civils ont été tués dans la région Tombouctou par des hommes armés supposés appartenir à un des groupes armés.
- De nouveaux déplacements de populations continuent d'être observés. Environ 3 500 personnes se sont déplacées ces dernières semaines dans la zone de Talhandak, région de Kidal, et les évaluations conduites sur le site en fin février et en mars ont révélé que ces déplacés ont des besoins urgents en vivres et en eau et assainissement.
- Les personnes déplacées internes (PDI) sont maintenant estimées à 270 765. Le nombre de réfugiés maliens dans les pays voisins est estimé à 176 777 dont 75 019 en Mauritanie, 53 841 au Niger et 47 871 au Burkina Faso.
- Environ 152 millions de dollars sont recherchés pour couvrir pendant trois mois les besoins humanitaires prioritaires identifiés suite à l'escalade du conflit en janvier 2013 au centre et nord du Mali. Quelques projets du CAP sont intégrés dans cette priorisation.



Source: OCHA

Les limites et noms indiqués, ainsi que les désignations utilisées dans cette carte n'impliquent aucune acceptation officielle par les Nations Unies.

270.765

Nombre total des personnes déplacées internes recensées au Mali au 15 mars 2013

33.919

Réfugiés maliens arrivés dans les pays voisins entre le 30 déc. 2012 et le 15 mars

176.777

Total des réfugiés maliens enregistrés dans les pays voisins au 15 mars 2013

386 mil

De dollars demandés actuellement dans le CAP Mali 2013

15%

Taux du financement CAP Mali 2013 au 15 mars

Vue d'ensemble

La situation au Mali reste marquée par l'amélioration de l'accès humanitaire dans le centre du pays et certaines zones du nord. Ainsi les missions d'évaluation des besoins et le renforcement des activités humanitaires se poursuivent dans les zones accessibles.

Environ 190 000 personnes -soit environ 60 pour cent des 260 000 personnes ciblées par le cluster sécurité alimentaire- ont reçu des rations de vivres pour le mois de mars dans les trois régions du nord. Le cluster éducation a distribué 1 500 kits scolaires au profit de près de 30 000 élèves dans les zones affectées par la crise au nord et au sud du pays. Le cluster santé a envoyé la semaine dernière des lots de médicaments essentiels et une ambulance aux structures de santé de Tombouctou qui n'étaient jusque-là pas assistées par les organisations humanitaires. Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) -qui n'est pas membre des clusters- a doté l'hôpital de Gao d'un groupe électrogène. Les acteurs intervenant dans le secteur de la nutrition ont traité plus de 22 800 enfants de moins de cinq ans dans les centres nutritionnels au nord et au sud du pays du 31 décembre 2012 au 3 mars.

[+ Pour plus de renseignements, voir les Informations de base en dernière page](#)

www.unocha.org

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU a pour mission de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace et guidée par des principes, en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux.

La coordination sauve des vies

Des incidents sécuritaires affectant les civils continuent d'être rapportés dans le nord. Le 7 mars, quatre civils ont été tués dans la région de Tombouctou par des hommes présumés appartenir aux groupes armés.

Les nouveaux déplacements observés depuis janvier s'expliqueraient par l'insécurité que vivent des membres de certaines communautés accusées d'avoir soutenu les groupes armés. Cette situation serait considérée par de nombreux PDI et réfugiés comme un élément décourageant leur retour. En vue de promouvoir une cohésion sociale durable, dans un contexte pacifique, il est urgent de mettre en place des initiatives visant à promouvoir la réconciliation et à combattre l'impunité. Le 6 mars, le gouvernement a annoncé la création d'une "Commission dialogue et réconciliation" (CDR) afin de rechercher, par le dialogue, la réconciliation entre toutes les communautés maliennes. De timides mouvements de retour de PDI ont été observés depuis janvier. Ces retours sont suivis avec attention par la communauté humanitaire en collaboration avec les autorités afin d'identifier leurs besoins.

Selon le sous-cluster violences basées sur le genre (VBG), la reprises de contrôle par l'armée des zones qui étaient occupées par les groupes armés dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal a révélé le drame que les populations et les femmes en particulier ont vécu durant près de 10 mois. En plus des violations des libertés fondamentales, de nombreux cas de violences physiques, psychologiques, sexuelles ainsi qu'un manque d'accès aux ressources et aux services ont été rapportés.

Les PDI sont estimées à 270 765 personnes à la date du 15 mars. Ce chiffre inclut les 260 665 déplacés enregistrés par la Commission Mouvement de Population (CMP) au 20 février et les 10 100 déplacés (6 600 à Tin Zaoutin et 3 500 à Talhandak dans la région de Kidal) rapportés par les partenaires au nord.

Le village de Talhandak situé à 150 km au nord-est de Tessalit, région de Kidal, à la frontière algérienne a accueilli ces dernières semaines plusieurs centaines de familles déplacées. Des missions d'évaluation des besoins de ces familles ont été effectuées par Médecins du Monde (du 20 au 26 février) et Solidarité (du 9 au 10 mars). Selon les résultats de ces évaluations 3 500 personnes sur le site de Talhandak. Des besoins urgents en nourriture ainsi qu'en eau et assainissement ont été identifiés.

La région de Tombouctou reste enclavée, car les principaux axes routiers d'approvisionnement de l'Algérie et de la Mauritanie sont jusqu'à présents fermés et la sécurité sur les axes routiers venant du sud du pays (Douentza et Léré-Niafouké-Goundam-Tombouctou) est volatile. La décrue des eaux du fleuve Niger réduit les capacités de transport par pinasses des intrants et autres marchandises entre Mopti et Tombouctou.

Le Sous-Secrétaire Général des Nations Unies pour les Opérations de Maintien de la Paix (DPKO), Mr Edmond Mulet, effectue une visite au Mali du 11 au 16 mars. Cette mission fait suite à la demande du Conseil de Sécurité au Secrétaire Général d'apporter des recommandations sur la possible mise en place d'une mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali.

Les activités humanitaires dans le centre et le sud du pays se poursuivent normalement.

Financement

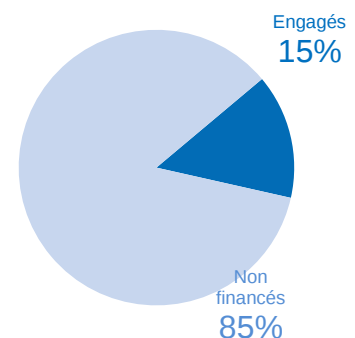
A la date du 13 mars, le processus d'appel consolidé (CAP) pour Mali a reçu environ 56 millions de dollars, soit environ 15 pour cent des 386 millions de dollars demandés. A ce jour, sept clusters sur neuf ont reçu des financements: abris d'urgence et biens non-alimentaires (40,6%), logistique (32,7%), Nutrition (7,5%), Protection (10,9%), sécurité alimentaire (24 %), santé (6,1%) et Télécommunications d'urgence (106,7%). Les services communs et la coordination sont financés à 49,9%. L'eau, l'hygiène et l'assainissement et l'éducation n'ont pas encore reçu de financement à travers le CAP. Des financements estimés à 43 millions de dollars ont été alloués aux projets humanitaires non listés dans le CAP.

Les acteurs humanitaires ont procédé à une nouvelle priorisation de la réponse humanitaire formulée dans le CAP afin de tenir compte des besoins humanitaires urgents identifiés au nord et au centre du pays depuis le début de l'intervention militaire le 10 janvier. Au total, 152 millions de dollars sont nécessaires pour couvrir les actions prioritaires pour les trois mois à venir.

Le lien pour accéder au document: <http://www.unocha.org/cap/mali-2013-actions-prioritaires-et-analyse-des-besoins-humanitaires-suite-%C3%A0-lescalade-du-conflit-en>

Appel consolidé (CAP) Mali – 2013

\$386 millions demandés



* Tous les partenaires humanitaires, y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires, sont invités à informer le Financial Tracking Service (FTS) de OCHA (<http://fts.unocha.org>) des contributions en cash ou en nature, par un courriel à : fts@un.org

Réponse humanitaire



Besoins:

- Des rapports récents confirment que les membres de certaines communautés ont quitté Tombouctou récemment et n'envisagent pas d'y retourner maintenant par crainte de représailles car ils sont suspectés d'avoir soutenu les groupes armés. Il y a un besoin de faire revenir la confiance entre les communautés pour une coexistence pacifique durable.
- Le rapport de la mission d'évaluation rapide conduite par IRC à Ségou et à Mopti du 18 au 31 janvier a identifié 535 enfants séparés et 135 enfants non-accompagnés. Il y a un besoin d'effectuer des visites de suivi régulières, de maintenir le contact avec les familles, d'apporter un appui psycho-social aux enfants, de veiller à leur éducation et de prévenir les exploitations et abus éventuels. L'élaboration d'un plan d'assistance au profit des enfants séparés et non-accompagnés est nécessaire.
- Save the Children a produit un rapport suite à l'étude sur l'existence des enfants associés aux groupes et forces armés dans la région de Mopti. L'étude a analysé les causes des recrutements et de l'utilisation des enfants. Il y a un besoin d'une analyse approfondie sur ce thème et d'assurer qu'il y a des mécanismes de réponse en place.
- Les standards minimums doivent être intégrés à tous les programmes de protection de l'enfant y compris les activités récréatives et les «espaces amis des enfants».

Réponse:

- Du 6 au 8 mars 2013, l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) du Conseil Norvégien pour les Réfugiés et l'UNHCR, ont organisé un atelier de formation sur la protection des PDI, à Bamako. L'objectif visé était de renforcer les capacités des structures publiques et des ONG impliquées dans la protection et la prise en charge des PDI.
- L'UNFPA a appuyé le renforcement des capacités de 32 membres du sous cluster violences basées sur le genre (VBG) et 20 membres du comité régional de crise de Ségou.
- L'UNFPA a mis à la disposition du Ministère de la Justice 15 ordinateurs et 15 imprimantes afin d'appuyer les unités de police judiciaire dans leurs activités d'enquête sur les cas de VBG et la sauvegarde des dossiers des victimes.
- L'UNICEF a soutenu la diffusion de 13 973 messages de prévention sur les VBG en français, Bambara, Peuhl, Sonrhail, Tamascheq dans 13 radios de Mopti pour prévenir les risques de VBG en temps de conflit. Quelque 1 300 cartes de référence pour l'orientation des victimes des VBG vers les services de prise en charge ont été élaborées pour les communes de Mopti, Fatoma et Sokoura.
- Le cluster protection a mis en place un formulaire inter-agences pour le suivi des incidents de protection.
- Un des résultats de la formation sur la gestion de l'information dans le domaine de la protection de l'enfant, organisée du 26 février au 1er mars par IRC, a été le consensus obtenu pour lancer un système de gestion des cas relatifs à la protection de l'enfant au Mali. Les formulaires d'enregistrement sont finalisés.

Insuffisances et contraintes:

- Le faible niveau d'accès aux services sociaux de base y compris à l'assistance psychosociale et médicales pour les victimes des GBV est une préoccupation;
- Les difficultés rencontrées dans la collecte, la compilation et la remontée des données sur les cas de VBG et particulièrement les viols et violences sexuelles du fait des difficultés liées à l'accès ainsi que de l'absence de coordination délocalisée et de système de monitoring adéquat;
- L'insuffisance des fonds mobilisés afin d'assurer la prévention et la réponse aux VBG;
- La non gratuité des frais de consultations médicales et les coûts hors de portée pour les victimes des VBG.



Besoins:

- La fermeture des axes principaux d'approvisionnement en provenance de l'Algérie et de la Mauritanie et l'insécurité sur les routes entre Tombouctou et le sud du pays rendent la situation alimentaire préoccupante. Le tarissement du fleuve risque de réduire sous peu l'approvisionnement par voie fluviale avec les pinasses.
- La situation des stocks alimentaires des familles est très faible dans la région de Kidal. Les déplacés sur le site de Talhandak à Kidal ont un besoin urgent en nourriture.

Réponse:

- Le PAM a acheminé plus de 3 300 tonnes de vivres au nord du Mali pour la fourniture de rations alimentaires mensuelles à 190 000 personnes à Tombouctou, Gao et Kidal. Ceci représente 61 pour cent des besoins de plus de 310 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire visées par le PAM dans ces trois régions. Le PAM effectue les distributions en cours en partenariat avec CARE, Africare, Handicap International, et Norwegian Church Aid. Le PAM augmente son assistance dans le nord du Mali; assistance est essentielle pour éviter une crise humanitaire aiguë dans un contexte marqué par l'approche de la période de soudure et l'épuisement des stocks des familles qui vont dépendre de plus en plus des marchés.
- Parallèlement, le PAM exécute son programme d'assistance au sud du Mali (Bamako, Mopti, Kayes et Koulikoro) pour les PDI, les communautés hôtes et les populations vulnérables dans les zones qui avaient été gravement affectées par la sécheresse l'année dernière. Au sud, le PAM travaille en partenariat avec les ONG ACTED, CARE, ADR, World Vision, Reach Italia, CSPEEDA et Welthungerhilfe.
- Plus de 24 000 personnes dans les localités de Gao et de Gounzoureye (nord-est du Mali) reçoivent depuis jeudi 7 mars une aide alimentaire fournie par la Croix-Rouge malienne et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour couvrir leurs besoins alimentaires pendant deux mois. Lien du communiqué: <http://reliefweb.int/report/mali/une-aide-alimentaire-pour-24-000-personnes-dans-la-r%C3%A9gion-de-gao>
- La FAO a organisé du 01 au 10 mars 2013 des sessions de formation au profit de 175 producteurs/productrices maraîchers dans les communes de Koula et Teneni dans le cercle de San, Région de Ségou, déclarées vulnérables par le Système d'Alerte Précoce. L'objectif visé est d'améliorer rapidement la production des petits agriculteurs et la productivité grâce à la fourniture d'intrants agricoles et de renforcer la résilience des ménages en augmentant l'accès à la nourriture à travers les techniques de conservation des légumes par la méthode solaire et les techniques de compostage.
- CARE continue ses activités de transfert d'argent dans la région de Ségou et a finalisé cette semaine le paiement de 570 bénéficiaires restants de la deuxième et dernière distribution de Cash. Cette série de distribution ciblait 1 200 bénéficiaires en raison de 30 000 FCFA (envir. 60\$) par personne.
- CARE a également finalisé cette semaine le paiement de 298 bénéficiaires dans la région de Mopti (cercles de Bankass et Koro), dans le cadre du projet argent contre travail. La somme totale distribuée cette semaine est de 4,9 millions de FCFA (envir. 9 800\$). Les participants au programme ont été impliqués dans l'exécution des travaux d'assainissement dans les deux cercles.
- Après l'évaluation rapide réalisée par Welthungerhilfe (WHH) dans les sept villages de la commune de Diabaly WHH a procédé à la distribution de vivres à 4 000 ménages dans ladite commune.

190 000

bénéficiaires reçoivent des rations alimentaires mensuelles à Tombouctou, Gao et Kidal

Insuffisances et contraintes:

- Les difficultés d'accès dans le nord restent un défi.

**Nutrition****Besoins:**

- Le 25 février 2013, le Rapport Final de l'Enquête SMART 2012 menée dans les régions sud du pays a été diffusé. Les résultats obtenus révèlent que la prévalence de la malnutrition aiguë (8,9%) et celle de la malnutrition chronique (29,1%) traduisent une situation d'alerte sur le plan national selon la classification de l'OMS. Ces résultats indiquent que 210.000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë sévère (MAS), et 450.000 autres à risque de malnutrition aiguë modérée (MAM).
- Depuis janvier, 13 évaluations rapides multisectorielles ont été conduites par les partenaires ONG dans les régions nord (Tombouctou et Kidal) et centre (Mopti et Ségou). Les résultats issus de ces évaluations montrent une situation nutritionnelle stable, la disponibilité des intrants nutritionnels nécessaires à la prise en charge au niveau des structures de santé ainsi que la présence d'agents de santé formés.

Réponse:

- La surveillance nutritionnelle au niveau national continue et se dynamise avec la transmission hebdomadaire des données sur les nouvelles admissions des régions du sud aux autorités nationales (Direction Nationale de Santé -DNS-, Direction de la Nutrition -DN-). Entre le 31 décembre 2012 et le 3 mars 2013, le cumul des

données issues de la DNS/DN pour les 5 régions sud et des données issues des ONG pour les 3 régions nord, donne un résultat total de 22.825 enfants de moins de 5 ans nouvellement admis dans les différentes Unités de Réhabilitation Nutritionnelle (URENAM, URENAS et URENI), dont 37% l'ont été en URENAS (pour traitement de la malnutrition aiguë sévère). Notons que 88% du total des nouvelles admissions enregistrées le sont dans les régions sud (vs 12% dans le nord).

Nouvelles admissions en unités de réhabilitation nutritionnelle (semaines 1 à 9 de 2013)

Type de Nouvelles Admissions	Sud*	Nord*	Total
URENAM (pour le traitement de la MAM)	11.611	1.844	13.455
URENAS (pour le traitement de la MAS)	7.362	1.068	8.430
URENI (pour le traitement de la MAS avec complications associées)	855	85	940
Total	19.828	2.997	22.825

*Sources: Les données pour le sud sont issues de la Direction Nationale de la Santé et la Division de la Nutrition. Les données pour le nord sont issues uniquement des ONGs travaillant sur place : ALIMA-AMCP (Tombouctou), ACF-E (Gao), MDM-B (Gao et Kidal).

- Lors de la réunion du cluster nutrition du 6 mars, la DNS et la DN – accompagnée de l'UNICEF – a présenté aux partenaires le nouveau format de compilation mensuelle des données nutrition qui sera utilisé au niveau national par tous les agents des districts sanitaires et des régions. Ce nouvel outil vise une meilleure compilation des données, particulièrement celles relatives aux indicateurs de performance, ainsi qu'une harmonisation des formats. Les partenaires ONG ont été appelés à soutenir fortement les agents de santé dans l'utilisation de ce nouveau format.
- Entre le 25 février et le 1er mars, deux réunions « Surveillance nutritionnelle » et « Coordination des activités Nutrition au Nord » ont été organisées par le cluster. La première s'est focalisée sur la définition d'une méthodologie commune pour les enquêtes rapides en nutrition, tandis que la seconde a rassemblé les partenaires ONG travaillant dans les 3 régions du nord en vue d'identifier un modèle de coordination adapté au regard de l'existant ainsi que de la situation spécifique de ces zones.

Insuffisances et contraintes:

- Environ USD\$ 5,5 millions ont été reçus sur les USD\$ 73,7 millions demandés dans le CAP de 2013.



Education

Besoins:

- A ce jour, 209 écoles ont été rouvertes à Tombouctou (69 écoles sur 461) et Gao (140 écoles sur 569) grâce à la présence de 969 enseignants. Le fonctionnement de ces écoles a permis l'accès à l'éducation à 48 000 élèves sur un total de 217 000 dans les deux régions. La priorité pour le fonctionnement des écoles dans le nord reste la disponibilité des ressources adéquates pour assurer un environnement d'apprentissage de qualité pour les enseignants et les élèves.
- Au regard des défis liés à l'environnement d'apprentissage auxquels les élèves et les enseignants sont confrontés dans les régions du nord et du sud affectées par le conflit, il est crucial de fournir aux enseignants une formation appropriée sur l'appui psychosocial, l'éducation à la paix, la pédagogie pour de larges groupes, les cours de rattrapages et l'éducation aux risques des mines.

48 000

élèves sur 217 000 ont accès à l'éducation dans les régions de Tombouctou et Gao

Réponse:

- Le Ministère de l'Education Nationale avec le support de l'UNICEF prépare la formation de 3 000 enseignants en accompagnement psychosocial. Avec les autres formations prévues par les membres du cluster, plus de 4 190 enseignants seront formés sur l'accompagnement psychosocial.

- Save the Children a formé 163 enseignants sur l'éducation à la paix ainsi que la prévention et la réduction des violences à l'école.
- Pour contribuer à la réduction de la pression sur le manque de ressources des parents et des communautés, les membres du cluster ont distribué 1 500 kits scolaires aux élèves des zones affectées par le conflit au nord et au sud du pays. Ceci porte le nombre d'élèves qui ont bénéficié de matériels d'apprentissage à 29 973.
- Save the Children a formé 178 membres des comités de gestion des écoles en hygiène alimentaire et en gestion de cantines scolaires pour assurer l'appropriation et la durabilité des programmes alimentaires scolaires par les communautés.

Insuffisances et contraintes:

- Le retour des autorités scolaires du gouvernement dans les régions du nord reste une priorité pour assurer une réponse durable dans le secteur de l'éducation. Le cluster éducation travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'éducation pour faciliter ce processus.
- Le manque de financement affecte les activités du cluster.



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins:

- L'approvisionnement en eau est problématique sur le site de déplacés de Talhandak à Kidal. L'eau consommée à Talhandak provient d'un forage à faible débit qui ne procure que 200 litres d'eau par jour. Ce forage est la seule source d'eau pour le site. Les besoins en matière d'approvisionnement en eau, surtout en ce début de saison chaude sont primordiaux à Talhandak.
- Le cluster EHA évalue les besoins en termes de messages de sensibilisation sur le choléra, de formation des relais communautaires et de pré positionnement du chlore. La cartographie des acteurs en EHA dans les structures de santé montre qu'une large partie du pays qui a connu des épidémies de choléra dans le passé n'est pas appuyé par les acteurs en EHA.
- Les évaluations conduites après le début de l'intervention militaire continue de révéler des besoins chroniques dans le secteur de l'EHA. Par exemple la récente évaluation conduite par Islamic Relief à Douentza a révélé que les populations marchent 15 km par jour pour collecter de l'eau et il y a un seul point d'eau fonctionnel pour toute la population de la commune de Debere qui compte 6 295 personnes.

Réponse:

- L'UNICEF travaille avec la Direction Régionale de l'Hydraulique (DRH) à Mopti pour fournir du chlore et organiser des formations sur le traitement de l'eau afin d'appuyer six systèmes d'eau pour une période de trois mois. Ceci assurera l'approvisionnement en eau potable à 100.000 personnes.
- Le CICR a fourni du carburant aux centrales électriques de Gao, Kidal et Tombouctou. A Gao, le CICR a acheté un groupe électrogène pour l'hôpital. A Tin Zaoutin, dans la région de Kidal, le CICR a réhabilité des puits et a distribué 73 000 sachets de PUR (pour la purification de l'eau) et 1 500 jerricans à 1 200 familles. Le CICR conduit actuellement une évaluation des besoins en eau et des infrastructures entre Mopti et Douentza.
- OXFAM conduit une évaluation multisectorielle pour un programme complémentaire à celui de Solidarités dans le but de couvrir les besoins des communautés qui ne vivent pas autour du fleuve.
- IRC a finalisé les interventions dans neuf structures de santé de Koulikoro et travaille actuellement sur les interventions dans six centres de santé communautaires (CSCOM) et dix écoles dans les cercles de l'Ansongo, de Menaka et de Gao.
- Islamic Relief vient de finaliser une évaluation en EHA dans 58 villages à Douentza et à Mopti. Une autre évaluation en EHA a eu lieu à Gourma-Rharous et celle de Tombouctou est en cours.
- Handicap International continue la distribution des kits d'hygiène et la promotion de l'hygiène à Tombouctou.
- Solidarités a récemment finalisé des activités en EHA dans 18 CSCOMs à Tombouctou. A Kolokani, région de Koulikoro, Solidarités mène des actions pour l'amélioration des structures sanitaires de 10 écoles qui ont subi des dommages durant les inondations de 2012.
- ACTED réhabilite 20 puits à Tominian, dans la région de Ségou.
- ACF a récemment finalisé la distribution de kits d'hygiène à Gao en plus d'une évaluation en EHA et en nutrition à Koulikoro.
- La première rencontre du groupe de travail sur le choléra s'est tenue le 7 mars 2013, sous la présidence de la Direction Régionale de la Santé. Lors de la réunion, la revue de l'épidémie de choléra de 2012 a été effectuée et la stratégie nationale de prévention et de réponse au choléra ainsi que la cartographie des acteurs pouvant participer aux activités de prévention et de réponse au choléra présentées.

Insuffisances et contraintes:

- Le cluster EHA a demandé un financement additionnel de 4 millions de dollars en sus de l'appel de fonds de 2013 pour répondre aux besoins identifiés depuis le début de l'intervention militaire. Le cluster continue le plaidoyer pour la mobilisation de 54 millions de dollars pour répondre aux besoins en EHA en faveur des PDI, 1,56 million de personnes à risque de choléra et 1,72 million de millions de personnes vivant dans les zones affectés par le conflit comme décrit dans le CAP 2013.

**Santé****Besoins:**

- La précarité de la situation sanitaire et la promiscuité dans laquelle vivent les populations déplacées à Talhandak (région de Kidal) sont susceptibles d'entraîner des maladies diarrhéiques ainsi que des cas de conjonctivite et de rougeole. De plus, la zone est en proie à des tempêtes de sable incessantes, pouvant augmenter les cas d'affections respiratoires aiguës.
- Le fonctionnement des structures sanitaires de Tombouctou qui ne sont pas soutenues par les organisations humanitaires est affecté par des difficultés d'approvisionnement en médicaments, en équipements et par le manque de personnel qualifié et d'ambulance.

Réponse:

- L'OMS, en partenariat avec le ministère de la santé, a acheminé des antirétroviraux, des anti diabètes et autres médicaments en faveur des structures sanitaires de Tombouctou qui ne bénéficient pas encore du soutien des organisations humanitaires.
- Grâce au travail conjoint des représentants de la Direction Régionale de la Santé, de la Direction Régionale du Développement Social, du centre de santé de référence de Gao et de l'équipe de supervision de MdM-B Gao, les activités de la campagne se sont déroulées de façon satisfaisante et les objectifs de la campagne de riposte contre la rougeole ont été atteints malgré le contexte sécuritaire difficile. La mobilisation de 4 équipes fixes et de 12 équipes de vaccination mobiles a permis la vaccination de 16 111 enfants de 6 mois à 15 ans, pour atteindre un taux de couverture vaccinale de 98,2%.
- L'UNICEF a envoyé, la semaine dernière, un kit inter-agences pour la santé à MDM-France afin de couvrir les besoins du cercle de Tenenkou, région de Mopti. Ce kit pourra couvrir les besoins de 10 000 personnes pendant trois mois.
- Une évaluation rapide des capacités des structures de santé affectée par la crise est en cours avec l'appui technique de l'OMS Genève.
- Des missions d'assistance humanitaire ont été envoyées dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti et Ségou pour renforcer le système de santé.

Insuffisances et contraintes:

- Il est nécessaire de renforcer la surveillance épidémiologique dans le nord.

**Logistique**

- A la suite de la mission récente d'évaluation effectuée à Tombouctou le 28 février, le cluster logistique a partagé des recommandations avec UNDSS et le cluster télécommunication d'urgence. Le cluster logistique a identifié des sites possibles pour les unités de stockage mobile (USM) en vue de fournir une solution immédiate de stockage commun aux acteurs humanitaires si le besoin devait être identifié.
- Bien qu'une restriction de survol ait été imposée à tous les vols civils vers le nord du Mali le 28 février, le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) est parvenu à obtenir une levée à travers le Ministère des Affaires Humanitaires. A partir de maintenant, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) et l'Aviation civile doivent être informées 24h à l'avance sur tous les vols.
- UNHAS Mali dessert maintenant cinq destinations à l'intérieur du pays (Bamako, Kayes, Mopti, et a ouvert récemment Tombouctou et Gao -sous réserve de la possibilité d'accès-) et Niamey (Niger). Une rencontre du groupe des utilisateurs est prévue pour mieux examiner cette demande.
- Les utilisateurs des vols UNHAS notamment les ONG ont demandé la desserte de zones secondaires. Ceci nécessitera l'acquisition d'un avion supplémentaire à la flotte du Mali et une augmentation du budget.
- Un gestionnaire de l'information a été demandé pour renforcer les capacités du cluster. Les informations sur les activités du cluster sont disponibles sur la page web: www.logcluster.org.



Télécommunications d'urgence (ETC)

- Grâce au financement du Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF), le cluster Télécommunication d'Urgence est en train d'acheter plus d'équipements pour la préparation du redéploiement des Nations Unies dans les trois régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal).
- La réponse du cluster télécommunication d'urgence est fonctionnelle à Mopti où le centre de communication est géré par deux opérateurs radios. Cette équipe sera renforcée par le recrutement de trois autres opérateurs radios.

Coordination générale

- Des informations sur toutes les réunions de coordinations régulières et sur les contacts de tous les clusters sont disponibles sur le site mali.humanitarianresponse.info.
- OCHA organise chaque vendredi une réunion de partage de l'information pour la communauté humanitaire. La prochaine réunion est prévue le vendredi 15 mars.
- Les sous clusters Protection de l'Enfant et VBG ont été créés dans la région de Ségou.
- Le sous-cluster nutrition sera lancé le 14 mars à Mopti.
- OCHA a lancé les réunions de coordination humanitaire bimensuelles à Tombouctou.
- Internews est au Mali (10-20 mars) pour évaluer l'impact du conflit et la crise humanitaire dans le paysage médiatique, en particulier des stations de radio du centre et du nord du pays; et faire la liaison avec les humanitaires pour évaluer la situation et renforcer les initiatives actuelles de communication humanitaire.

Informations de base

En janvier 2012, une rébellion a éclaté dans le nord du Mali, menée par un mouvement séparatiste touareg, le MLNA - Mouvement National de Libération de l'Azawad, nom que les Touareg donnent aux régions du nord du Mali, qu'ils considèrent comme le berceau de leur nation. Le MNLA, mouvement non religieux s'est associé à plusieurs groupes armés islamistes. Les premiers succès de la rébellion ont conduit à un coup d'Etat militaire à Bamako le 22 mars. Sous la pression internationale, la junte militaire a dû se retirer rapidement, mais certains de ses membres continuent à s'immiscer dans la décision du Gouvernement. Profitant de l'incertitude politique à Bamako, la rébellion a conquis en quelques jours les trois régions du nord de Kidal, Gao et Tombouctou à des régions largement désertiques d'une superficie un peu supérieure à celle de la France. Ils ont ensuite annoncé la fin des combats et proclamé «l'indépendance de l'Azawad», rejetée par la communauté internationale. Le pays s'est trouvé *de facto* coupé en deux. La situation est restée calme sur la «ligne de front» jusqu'à la fin de 2012, tandis que MNLA perdait du terrain face aux autres groupes armés, qui professent moins d'intérêt pour l'indépendance du Nord que pour l'imposition de la loi islamique à l'ensemble du pays.

La CEDEAO a décidé de créer une force africaine (la MISMA) pour aider les autorités maliennes à rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une telle force, dont le mandat comprend aussi la création d'un environnement sûr pour la fourniture d'une assistance humanitaire, ainsi que pour le retour volontaire des personnes déplacées et des réfugiés. Peu après, les groupes rebelles ont lancé une offensive vers le sud et pris la ville de Konna le 10 janvier 2013, amenant le Gouvernement malien à solliciter l'aide militaire immédiate de la France. Les forces françaises ont alors mené des frappes aériennes et des opérations terrestres avec l'armée malienne. Le conflit actuel a commencé dans un contexte de crise alimentaire et nutritionnelle aiguë au Sahel qui a encore affaibli la résilience de millions de personnes à travers la région, déjà affectées par une pauvreté chronique. Malgré une bonne récolte en 2012, des millions de personnes continuent à souffrir et les nouveaux combats ne peuvent que créer de nouveaux besoins humanitaires.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter:

Fernando Arroyo, Chef du Bureau, OCHA Mali, Courriel: arroyof@un.org, Tél: +223 7599 3204

Katy Thiam, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: thiamk@un.org, Tél: +223 7599 3497

Ulrike Dassler, Chargée de l'Information Publique, OCHA Mali, courriel : dassler@un.org, Tel : +223 75 99 4004

Guido Pizzini, Chargé de la gestion de l'information, OCHA Mali, Courriel: pizzini@un.org, Tél: +223 7599 3203

Hadija Diakité, Secrétaire Exécutive du Chef de Bureau de OCHA Mali, Courriel: diakiteh@un.org, tel: +223 7599 55 77

Quentin Levet, Chargé d'affaires humanitaires, OCHA NY, Courriel: levet@un.org Tél: +1 646 266 4410

Pour davantage d'informations, veuillez consulter:

<http://mali.humanitarianresponse.info> ou www.unocha.org/rowca.

Pour être ajouté(e) à la liste de diffusion ou en être retiré(e), merci de nous contacter par courriel à ochamali@un.org